



Ce que l'Afrique doit faire pour stimuler la croissance et créer plus d'emplois bien rétribués

La réduction de la pauvreté en Afrique a été retardée par des décennies de stagnation de la croissance économique. Celle-ci n'est pas parvenue à générer suffisamment d'emplois bien rétribués pour augmenter les revenus des travailleurs d'une main-d'œuvre africaine en constante augmentation. La faible demande de main-d'œuvre par les employeurs du secteur formel est le fait d'une variété de contraintes sur les salaires, l'éducation, et les investissements, lesquelles étouffent la création d'emplois. Ces contraintes comprennent le manque de flexibilité des salaires entre secteurs, la pénurie de compétences, la faible productivité de la main-d'œuvre, le climat d'investissement peu favorable, et la faible qualité des infrastructures dans la plupart des pays africains. L'Afrique ne pourra accélérer sa croissance économique et créer suffisamment d'emplois dans le secteur formel pour réduire la pauvreté qu'en devenant compétitive à l'échelle internationale et en augmentant ses exportations. Pour devenir compétitives à l'échelle internationale, les entreprises africaines doivent augmenter leur productivité.

Les gouvernements africains peuvent procéder à une variété de changements de politiques ciblées susceptibles de les aider à augmenter leur productivité, à devenir plus compétitives, et, partant, à augmenter l'emploi dans le secteur formel. Cette étude analyse l'évolution de la demande de main-d'œuvre en Afrique au cours des deux dernières décennies, suggère des explications aux résultats observés, et expose les grandes lignes d'une gamme d'options politiques à prendre en compte en vue d'assurer que la croissance de la main-d'œuvre contribue à réduction de la pauvreté.

Le contexte économique de la création d'emplois en Afrique

L'un des problèmes clés des marchés du travail en Afrique est la demande uniformément faible de main-d'œuvre dans le secteur formel, où la création d'emplois ne suit pas le rythme de la croissance de la main-d'œuvre. Dans presque toutes les économies africaines, la majeure partie de l'expansion du nombre d'emplois a été réalisée dans le secteur informel à faibles salaires. Cette croissance n'a pas fourni les formes d'emplois susceptibles de réduire rapidement la pauvreté. Pour créer des emplois bien rétribués, il faudra augmenter les exportations de produits manufacturiers. Les exportations sont essentielles à la croissance économique en Afrique, parce que les marchés domestiques sont généralement très réduits et la demande de produits manufacturiers est faible. Par ailleurs, les exportations africaines de produits manufacturiers représentant actuellement une faible part du commerce international, leur potentiel de croissance est élevé. Les investissements dans le secteur manufacturier augmentent la demande de main-d'œuvre non qualifiée et, affectent ainsi directement la pauvreté.

Dans la plupart des pays africains, les efforts visant à promouvoir la croissance par l'exportation et la création d'emplois bien rétribués doivent prendre en compte trois types de contraintes: contraintes salariales, contraintes liées à l'éducation, et contraintes dues au manque d'investissements.

Contraintes salariales

Dans un marché du travail qui fonctionne correctement, les salaires peuvent être ajustés au fil du

temps aux évolutions de la demande, de l'offre et de la productivité du travail. De plus, les niveaux des salaires sont raisonnablement homogènes à travers les différents secteurs (surtout le secteur formel par rapport au secteur informel) et les différentes sortes d'entreprises (surtout les grandes entreprises par rapport aux petites).

Bien que les éléments présentés dans cette étude suggèrent une flexibilité étonnante de nombreux marchés du travail en Afrique, marqués par des hausses et des chutes irrégulières de salaire au cours de la dernière décennie, les salaires moyens en Afrique restent au-dessus de ceux de leurs concurrents en Asie de l'Est et du Sud. L'écart s'est creusé dans les années 1990.

Dans de nombreux pays africains, il existe des différences de salaires significatives entre secteurs ou entre entreprises qui empêchent la croissance de l'emploi dans le secteur formel—les différentiels de salaires entre secteur formel et informel peuvent atteindre 60 pour cent au Cameroun, 57 pour cent au Burkina Faso et 41 pour cent en Côte d'Ivoire. Le fait que les grandes entreprises d'exportation soient confrontées à des coûts du travail sensiblement plus élevés que les entreprises plus petites et informelles conduit à une allocation inefficente

des ressources. Plus important encore, cet écart de salaires constitue un obstacle majeur à la croissance par l'exportation.

Contraintes liées à l'éducation

Les faibles niveaux de compétences constituent probablement la caractéristique majeure des marchés du travail africains et sont généralement évoquées pour expliquer les bas salaires. Le pourcentage de travailleurs éduqués en Afrique est moins élevé que dans toute autre région du monde. En 1990, seulement 25 pour cent de la population africaine âgée de 15 ans ou plus avait complété l'école primaire (à titre de comparaison, ces chiffres s'élèvent à 32 pour cent en Asie du Sud et 85 pour cent en Afrique de l'Est). Dans le secondaire, l'écart est encore plus grand: en 1990 seulement 4 pour cent de la population africaine âgée de 15 ans et plus avait complété le cycle secondaire (contre 10 pour cent en Asie du Sud et 50 pour cent en Asie de l'Est). Pour devenir plus compétitive à l'échelle internationale, l'Afrique devra accroître le niveau d'éducation de sa main-d'œuvre.

Par ailleurs, les rendements privés de l'éducation en Afrique sont faibles pendant les premières années de scolarisation et augmentent avec le niveau d'éducation, ce qui suggère que le marché du capital humain est central dans l'explication des salaires des travailleurs les mieux payés. Cependant, aux faibles niveaux de qualification observés chez les ouvriers de production du secteur manufacturier et d'autres industries, les différences des compétences semblent jouer un rôle relativement faible dans l'explication des différences de salaires. Cet élément relatif aux faibles rendements de l'éducation de base, n'affaiblit cependant pas le consensus politique établi autour de la nécessité pour les pays les plus pauvres d'investir dans l'éducation primaire, celle-ci offrant de multiples bénéfices non pécuniaires, notamment aux filles. Il met toutefois en évidence les gains potentiels de politiques de soutien à l'éducation secondaire et supérieure, qui sont associées à des rendements plus élevés sur le marché du travail et qui correspondent à une réelle demande des entreprises manufacturières.

Figure 1. Les salaires des ouvriers non qualifiés restent beaucoup plus élevés en Afrique qu'en Asie de l'Est ou du Sud.

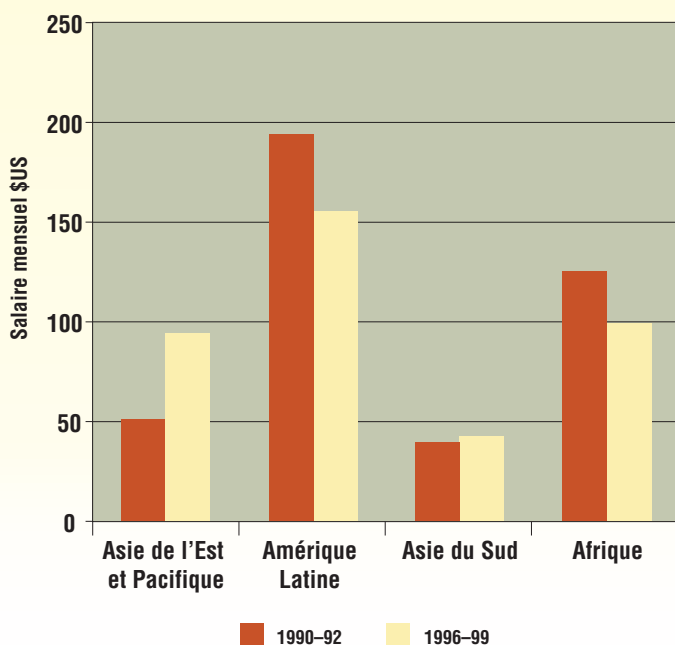
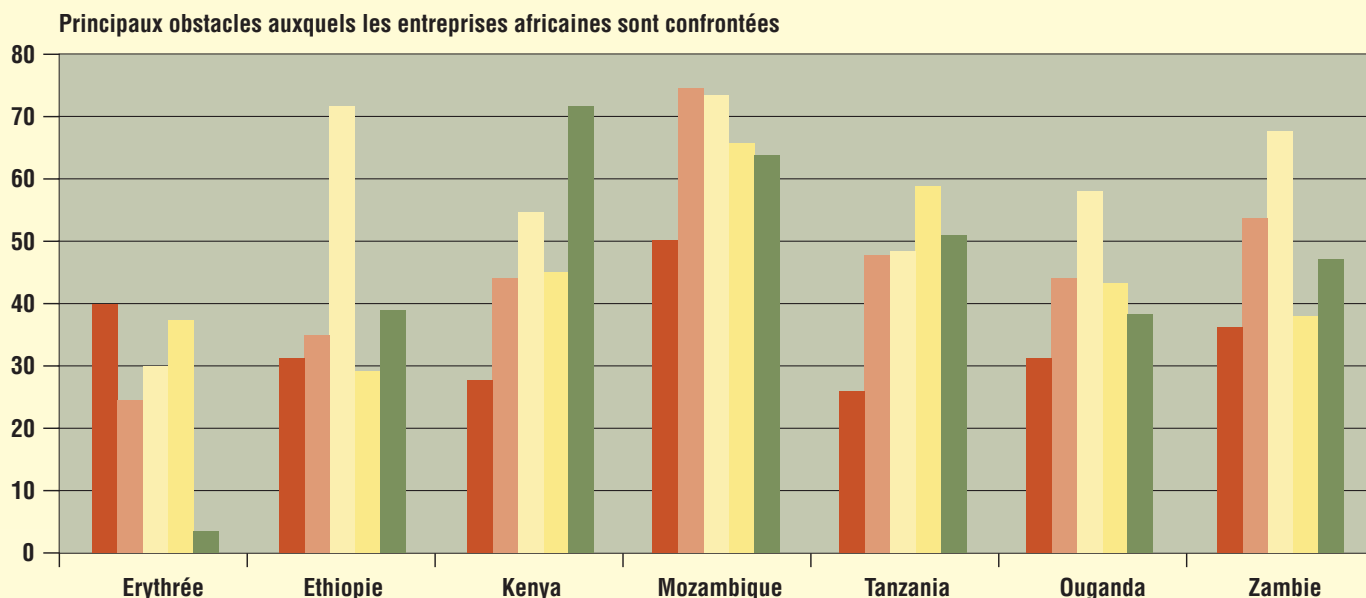


Figure 2. Le manque de compétences est une contrainte en Afrique, mais d'autres obstacles—comme la corruption et des taux de fiscalité élevés—sont plus importants.



Contraintes dues au manque d'investissements

Les salaires et les compétences des travailleurs ne sont pas les seules dimensions de la productivité et la compétitivité du travail. Les entreprises dans presque chaque pays africain enquêté rapportent que les contraintes relatives aux compétences, par exemple, constituent pour leurs opérations un obstacle moins important que l'accès à des infrastructures fiables, les coûts de financement ou la charge fiscale.

Les problèmes liés à l'environnement juridique et réglementaire, la qualité de l'infrastructure ainsi que les coûts et les risques liés aux affaires—quelques-uns des éléments du climat d'investissement d'un pays—ont pour conséquence d'éroder les rendements du capital, ce qui dissuade les entreprises d'effectuer les investissements susceptibles de générer de nouveaux emplois.

Recommandations stratégiques

Les gouvernements africains pourraient procéder à une variété de changements de politiques afin de permettre aux entreprises d'augmenter leur produc-

tivité, de devenir plus compétitives et, partant, de renforcer l'emploi dans le secteur formel:

- *Assouplir les règles du marché du travail pour permettre aux entreprises de modifier les taux des salaires en réponse à la demande et aux chocs de productivité.* Réduire la rigidité des politiques salariales permettrait de créer plus d'emplois et de diminuer l'écart de taux de salaires entre secteurs et entre entreprises.
- *Améliorer le climat d'investissement et les infrastructures.* Toute réforme du secteur privé africain devra passer par une stimulation des investissements :
 - *Reformer les institutions du marché* telles que les lois, les tribunaux, les organisations commerciales et industrielles et les lobbies, afin de mieux assurer le contrôle de la qualité et la compétitivité des produits, de protéger les droits de propriété, et d'améliorer l'exécution des contrats.
 - *Encourager l'innovation au sein des institutions financières,* non seulement des banques commerciales, mais aussi des assurances et des banques d'affaires, en permettant par exemple la location-vente d'équipements et de véhicules ou en encourageant une plus grande utilisation des lettres de crédit, des

obligations de sociétés et des instruments de couverture à terme en vue de fournir d'autres formes de services financiers.

- **Améliorer les services commerciaux et industriels** tels que l'offre d'entrepôts, de transport et de services d'audit, de marketing, de recherche de nouveaux marchés, de promotion des exportations, de conception de produits ou d'entretien.
- **Cibler la région du pays ayant le plus grand potentiel.** Concentrer les moyens sur un secteur et un lieu spécifique permet de faire des économies et augmente les chances de succès, puisque le seuil de compétitivité nécessaire pour stimuler les exportations a plus de chances d'être atteint que lorsque les ressources sont diluées à travers une multitude de secteurs et de localisations.
- **Investir dans les secteurs manufacturiers et agricoles** fournisseurs potentiels des marchés d'exportation. Les retombées du dynamisme de ces secteurs sur d'autres seraient significatives dans la plupart des pays.
- **Adopter de nouvelles technologies et orienter les investissements vers de nouveaux marchés d'exportation.** La promotion de l'orientation de l'économie vers les marchés extérieurs, conçue dans le but de renforcer la compétitivité internationale, doit être une composante clé de la politique industrielle de l'Afrique.

En résumé, les économies africaines doivent poursuivre des politiques qui renforcent les compétences des travailleurs et compléter ces mesures avec des politiques susceptibles de stimuler la demande de ces compétences sur le marché du travail —

comme, par exemple, améliorer le climat d'investissement et permettre l'alignement des salaires sur la productivité.

La liste des tâches qui attend l'Afrique est longue et peut sembler décourageante. La bonne nouvelle est que ces réformes ne doivent pas nécessairement être adoptées en même temps. Le plus sensé dans un premier temps serait de réduire les coûts de production locaux afin de rendre les entreprises africaines compétitives à l'échelle internationale, ce que quelques réformes doivent pouvoir accomplir. Il est essentiel que l'Afrique s'appuie sur ses points forts et assouplisse les contraintes en matière de salaires, d'éducation et d'investissement qui entravent la croissance. Les entreprises manufacturières africaines ont le potentiel de réussir sur les marchés internationaux. Au cours des dernières années, alors que beaucoup d'entreprises n'ont connu qu'un succès limité, certaines ont atteint de très bons résultats. Il s'agit d'entreprises proposant de nouveaux produits, en adoptant une démarche commerciale efficace et au fait des technologies de pointe. Ces entreprises sont souvent exportatrices. Les politiques s'appuyant sur des mesures incitatives et augmentant l'offre de moyens aux entreprises afin de promouvoir l'exportation sont les plus susceptibles de renforcer la compétitivité et de générer plus d'emplois mieux rétribués dans le secteur formel. Par contre, le maintien d'un *statu quo* dans lequel les entreprises se contentent de fournir au marché domestique des produits de base peu chers, ne permettra pas de créer le nombre d'emplois nécessaires afin d'éradiquer la pauvreté.

Cette note a été commandée par la Banque Mondiale dans le cadre du projet « Création d'emplois, normes fondamentales du travail et réduction de la pauvreté en Afrique ». Ce projet a bénéficié du financement généreux du Ministère fédéral allemand pour la coopération économique et le développement (BMZ) ainsi que de la participation du BMZ et de l'Organisation Internationale du Travail à son comité de pilotage.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans la présente publication reflètent exclusivement les vues du ou des auteur(s) et ne peuvent être attribuées en aucune façon à la Banque Mondiale, aux organisations qui lui sont affiliées, au conseil d'administration ou aux pays membres.